Cahiers Africains de Rhétorique

ISSN 2790-6108 | E-ISSN 2790-6116

AVIS DE LICENCE / LICENCE NOTICE

Version accompagnée de cet avis : 3 octobre 2026

CC BY-NC-ND 4.0

Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Pas de modification

Avec l'autorisation déclarée par la revue au nom des titulaires des droits, cette version est proposée sous la licence Creative Commons Attribution-NonCommercial-NoDerivatives 4.0 International.

Vous pouvez partager le document, sans usage commercial, en citant les auteurs et la revue, en indiquant la source et en fournissant un lien vers la licence. Cette licence ne permet pas de diffuser une version modifiée du document.

Les autorisations valablement accordées lors des diffusions antérieures, notamment sous CC BY-NC 4.0, restent applicables et ne sont pas retirées par cet avis. Les mentions antérieures figurant dans les pages originales ci-après sont conservées à titre historique.

Les auteurs conservent leurs droits. Le contenu scientifique et la pagination des pages originales sont intégralement préservés.

ENGLISH

With the journal's stated authorization from the rights holders, this version is offered under CC BY-NC-ND 4.0. You may share it for noncommercial purposes, crediting the authors and journal and linking to the licence. Distribution of modified versions is not permitted under this licence.

Permissions already validly granted for earlier distributions, including under CC BY-NC 4.0, remain in force. This notice does not revoke them. Earlier licence statements in the following original pages are retained as historical information. The original scientific content and printed pagination are preserved.

Texte de la licence / Licence terms

https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/

ISSN : 2790-6108, **EISSN :** 2790-6116
Cahiers Africains de Rhétorique (Fr), African Rhetoric Notebooks (An), Vol 4, N°2-2025, pp.125-134

La violence dans le discours politique en Afrique. Une allégorie Dans les démocraties aux abois

Hygin Bellarmin Elenga[1]
Université Marien Ngouabi, Congo
bellarminelenga@gmail.com
https://orcid.org/0009-0006-9190-3329

Reçu : 10/09/2025, Accepté : 12/11/2025, Publié : 30/12/2025

Financement : Aucun financement n'a été reçu pour la réalisation de cette étude.
Conflit d'intérêts : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.
Anti-plagiat : cet article a un taux de 2 % vérifié par **Plagiarism Chercher X.**

Résumé : Depuis le discours de la Baule sonnant le glas des dictatures en Afrique, certains pays de ce continent se sont vite fait rattraper par le syndrome des dictatures. Au-delà des élections toujours contestées, la plupart, des cas, sauf quelques rares exceptions, comme au Ghana, récemment, L'Afrique semble remplir au quotidien, tout ce qu'il faut pour retarder son entrée dans l'histoire dans un contexte de recadrage géopolitique et, des luttes d'influence géostratégique. Certains dirigeants se caractérisent par la violence de leur discours confondant les époques et les circonstances. En République du Congo, le 28 Novembre 2024 devant le parlement réuni en congrès et, dans le cadre d'un exercice habituel et constitutionnel de faire le point de l'Etat de la nation, le président congolais s'est servi, à des séquences remarquables à la mise en jeu de la violence pour exprimer ses ambitions certaines pour son avenir politique. Notre approche est d'analyser le sens de ce discours, les raisons de son expression devant les parlementaires et les corps constitués internationaux et le non-dit du président de la république dans un contexte inapproprié et inadapté. La violence de l'imaginaire sorcellaire réapparait ici comme une allégorie dans les démocraties aux abois et une technique d'intimidation pour des chefs d'une certaine époque pour demeurer au pouvoir quand bien même le contrat social censé scellé l'alliance avec les populations a été trahi par le détenteur du pouvoir au vu de la maigreur de sa moisson.
Mots clés : Discours, Violence, Allégorie, Démocratie aux abois.

Violence in political discourse in Africa. An allegory in struggling democracies

Abstract: Since the Baule speech sounding the death knell for dictatorships in Africa, some of the continent's countries have been caught up in the dictatorship syndrome. Apart from elections that are still contested in most cases, with a few rare exceptions such as Ghana recently, Africa seems to be doing everything it can on a daily basis to delay its entry into history, in a context of geopolitical reframing and geostrategic struggles for influence. Some leaders are characterized by the violence of their discourse, confusing times and circumstances. In the Republic of the Congo, on November 28, 2024, the Congolese president used violence to express his ambitions for his political future, in front of a congress of parliament, as part of the customary and constitutional exercise of taking stock of the state of the nation. Our approach is to analyze the meaning of this speech, the reasons for its expression before parliamentarians and international bodies, and the unspoken words of the President of the Republic in an inappropriate and unsuitable context. The violence of the sorcerer's imagination reappears here as an allegory in beleaguered democracies, and a technique of intimidation for the leaders of a certain era to remain in power, even though the social contract that was supposed to seal the alliance with the people has been betrayed by the holder of power in view of the meagerness of his harvest.
Key words: Discourse, Violence, Allegory, Democracy at risk

[1] **Comment citer cet article :** Elenga H. B., (2025), « La violence dans le discours politique en Afrique. Une allégorie dans les démocraties aux abois », Cahiers Africains de Rhétorique, Vol 4,n°2, pp.125-134

La politique de libre accès sous licence *Attrition-Non Commercial 4.0 International*

ISSN : 2790-6108, **EISSN :** 2790-6116
Cahiers Africains de Rhétorique (Fr), African Rhetoric Notebooks (An), Vol 4, N°2-2025, pp.125-134

Introduction

Communiquer est un art. il est aussi une posture qui fixe l'esprit de l'orateur dans la conscience de ceux et celles qui sont là pour l'écouter. Il s'agit d'une relation d'échanges dont l'objectif final est de favoriser la compréhension entre les parties concernées au travers du message véhiculé par l'orateur. Ces échanges sont très importants dans les relations de pouvoir où le souverain primaire se donne de confier les responsabilités de son destin à celui ou celle qui sait convaincre ou séduire par la magie du verbe en présentant, une fois au pouvoir, un projet réaliste et porteur d'ambitions. Le discours est donc, le canal, par excellence où se pratique ce jeu d'échanges des idées pour rassurer de ses capacités à conduire la destinée de tout un peuple en lui offrant les possibilités de se développer et de s'épanouir. En Afrique, surtout moderne, la communication des gouvernants biaise les attentes des gouvernés, par sa qualité et, parfois par les termes utilisés. Si le pouvoir est pour le peuple et qu'il en est le vrai détenteur auprès duquel, les gouvernants font allégeance, ce peuple, surtout devant sa représentation vraie, réelle ou supposée quoique souvent choisie par les gouvernants devrait mériter des égards et respect. Très souvent, en dépit des époques, les gouvernants, surtout en Afrique, 1 dans la plupart des cas, se comportent comme si le pouvoir était un bien légué à eux, par leurs parents et dont, leur agir dans sa gestion ne dépend que de ce qui leur semble bon. Cette approche du pouvoir, mal comprise et mal assimilée dans sa relation avec autrui sans quoi, le pouvoir n'a pas de sens, est malheureusement, celle en vigueur dans la plupart des pays africains dit démocratiques dont l'essentiel des discours se construit autour de la paix, cachant en réalité, l'expression de la violence.

Au Congo, le discours politique, de tout temps presque, est nourrit de séquences de violence constatées qui cachent, au niveau des acteurs, les vraies préoccupations pour lesquelles, ils sont au pouvoir. Les responsabilités qu'ils assument et, pour lesquelles, ils devraient rendre compte de manière régulière et, à échéances échues, se diluent sur les stratagèmes inutiles du genre « consolidation de l'unité nationale », « recherche du consensus », « maintien de la paix » en réalité pour construire leurs assises et renforcer leur position de pouvoir en oubliant que ces éléments recherchés se sont volatilisés par leur mal gouvernance.

Le discours devient ainsi une arme dont on se sert pour se permettre tout jusqu'au sacrifice des vies et des ambitions pour ceux ou celles qui ont des alternatives crédibles pour proposer des vrais projets de développement avec des objectifs clairs, mesurables et réalisables en rapport avec les ressources disponibles. La rhétorique comme art de persuasion est mise à mal et détournée de son essence et de son sens pour servir de violence dissuasive. Déjà en son temps et, dans des circonstances de guerre froide pour lesquelles, la République Populaire du Congo de l'époque baignait dans une confusion de « non alignement » avec un Parti marxiste-léniniste et des assises à droite de par les relations avec la puissance colonisatrice, Marien Ngouabi, président d'alors avait presque légitimé et officialisé la violence au travers différents slogans et, même par ses discours. Devant les femmes de l'Union Révolutionnaire des Femmes du Congo, le commandant
Marien Ngouabi, président d'alors déclarait que « lorsque ton pays est sale, il faut le laver, par ton propre sang ».

La violence est cachée et non visible. Quelques temps plus tard, il a estimé, pour faire état, de la lutte politique et des modalités de conservation du pouvoir dans une logique de guerre froide manifeste que « le pouvoir est au bout du fusil ». Cette approche aurait dû se terminer avec la fin de la guerre froide, marquant la fin théorique des idéologies. Le discours de la Baule a sonné le glas en imposant, par l'absurde, la démocratie comme ultime moyen de conquête et de conservation du pouvoir. Elle est, souvent, biaisée dans la pratique, en dehors des élections qui semblent être, le seul

La politique de libre accès sous licence *Attrition-Non Commercial 4.0 International*

baromètre dont se prévalent les gouvernants pour légitimer la démocratie, quand bien même, les pratiques sociales et les vrais indicateurs de celle-ci comme l'alternance pacifique au pouvoir, la liberté d'expression sont mis à mal. Le discours, par le biais de la parole, devient un élément permettant de favoriser la longévité au pouvoir de certains acteurs qui font de la violence la main armée dans la communication politique pour construire dans la conscience collective une allégorie dont les termes en action font référence à l'intimidation, à la cristallisation de la peur et, au musellement de la pensée dont la parole reste un des déterminants fondamentaux. Ces attitudes se retrouvent dans les pouvoirs africains dont les épisodes démocratiques ont vite été rattrapés par des dictatures vivant sous le couvert de la démocratie avec des élections comme seule forme d'expression quel qu'en soit la manière. Le discours du président de la République du Congo, le 28 Novembre 2024 devant le parlement réuni en congrès à Brazzaville nous laisse penser, par certains propos tenus, une espèce de violence manifeste dont les enjeux sont à analyser dans cette étude.

Problématique et Hypothèses

Aucune société, fortement constituée, ne l'est devenue sans l'usage de la parole. Même les écritures s'ouvrent par « Au commencement était la parole ». Elle est donc, au fond, l'élément fondateur de toute existence, celui sur la base de laquelle tout se construit et se structure. Au niveau politique, la parole structurée qui est le discours, contribue à rassembler, à mobiliser ou à démobiliser dans les stratégies de lutte pour la conquête et/ou la conservation du pouvoir. En Afrique, souvent, le discours politique est agressif, structuré par celui qui le tient, surtout lorsqu'il est au pouvoir, dans le sens d'une orientation à suivre en exprimant, par le fait son intention de tout briser pour y demeurer le plus longtemps possible. Le débat récurrent autour des troisièmes mandats traduit cette forme de violence dont les acteurs au pouvoir se donnent à faire en utilisant des structures à leur solde pour tenter de pérenniser leur longévité. Le contexte social en jeu, ici, est celui des échéances électorales dont la logique voudrait que ceux qui dirigent rendent compte aux populations des résultats de leur contrat social aux fins de solliciter un autre contrat.

Le discours devient un canal d'expression de la violence, dans ces conditions, pour susciter l'adhésion ou l'abandon de plusieurs au processus, par peur des représailles. Il faut le construire en justifiant le sens positif de la violence qui, en réalité, est un subterfuge pour influencer les potentiels électeurs et candidats à la course. L'argumentation devient donc l'ensemble des stratégies discursives d'un orateur A qui s'adresse à un auditeur B en vue d'influencer le jugement de B sur une situation. (Grize, 1971). L'environnement politique dans certains pays africains, commande à ceux qui gouvernent de créer des subterfuges pour demeurer au pouvoir sans tenir compte du contrat social supposé en harmonie avec les besoins de la population. C'est dans ce sens que les moyens les plus dissuasifs, sur fond de violence, sont convoqués pour envoyer un signal fort à l'opposition et aux structures de la société civile dont le contrôle, par la qualité des animateurs, échappe aux acteurs au pouvoir. Ceci est l'apanage des jeunes démocraties dont le caractère ne se résume qu'aux élections. Pour cette étude, nous nous sommes posés une question principale et une autre, secondaire, résumées ainsi qu'il suit : Pourquoi les acteurs politiques des démocraties trébuchantes se serviraient ils de la violence comme arme psychologique dans le discours au leu de présenter leurs réalisations pour convaincre ?

Le choix du cadre d'expression de ces discours et les acteurs en présence seraient-ils de nature à les légitimer aux fins de faciliter leur vulgarisation pour rempiler aux affaires quand bien même les résultats de la mandature ne correspondent pas aux attentes des populations ?

La politique de libre accès sous licence *Attrition-Non Commercial 4.0 International*

Ils auraient du mal à mobiliser par les canaux traditionnels tant leurs modalités de conquête du pouvoir ou de sa conservation ne rassurent plus d'un véritable contrat de confiance avec les électeurs. Les espoirs de ces derniers sembleraient se volatiliser dans la logique des gouvernants qui s'estiment maitres de leur propre destin sans obligation de rendre compte. Le discours devient donc un élément psychologique rassurant d'une violence pratique possible lors des élections au cas où les tendances iraient à l'encontre de la volonté souhaitée par celui qui l'a exprimée, surtout s'il est au pouvoir.

Le cadre d'expression et les acteurs concernés sont choisis, à dessein, tant au plan interne qu'international, question de prendre à témoin tout le monde afin de s'assurer d'une légitimité de façade qu'on pourrait obtenir ou négocier avec tous les acteurs et donner une orientation au pouvoir plus selon le bon vouloir du prince que des prescrits de la démocratie dont le cou a déjà été tordu.

Pour cette étude, nous allons nous servir du discours du président de la République du Congo devant le parlement réuni en congrès le 28 Novembre 2024 au palais des congrès de Brazzaville. Certaines approches d'autres acteurs choisis pèle- mêle pourront renforcer ce dispositif intellectuel et scientifique aux fins de montrer la place de la violence dans le discours et les effets qu'elle pourrait produire dans la pratique politique des acteurs et des populations. Ici, cette violence est symbolique pour formater les consciences et rassurer au regard des faits de l'histoire récente sur ses effets pratiques qui éviteraient le recours à l'affrontement musclé et sanglant.

Objectifs de cette étude

Cette étude se fixe un double objectif :

Scientifique. Elle contribue, à la banalisation des représentations que les acteurs politiques se font du pouvoir en Afrique, par leurs attitudes de se l'approprier et aux enjeux qu'ils caricaturent pour la compréhension maladroite du pouvoir, d'une part et, d'autre part, de l'attitude que les intellectuels, universitaires, particulièrement, devraient avoir, pour construire des logiques de civilisation du jeu politique au travers d'une approche de conceptualisation du pouvoir comme une responsabilité demandant des comptes qu'une simple sphère d'attribution des avantages et privilèges. Le pouvoir devrait être vécu plus qu'un patrimoine personnel qu'un service et donc un sacerdoce. (Gn, 1).

Au plan pédagogique, il est important de stimuler la convergence des intelligences et de formaliser dans des structures académiques et de recherche en sciences sociales et humaines de haute influence sociale, des enseignements axés sur l'éducation à la citoyenneté en vue de l'autonomisation de la pensée pour une conscience républicaine éclairée et dénuée de tout obscurantisme. Ces constructions permettront l'avènement d'une élite nouvelle qui rendra au pouvoir son vrai sens de service plutôt d'en user pour se servir.

Méthodologie

Cette étude s'appuie, fondamentalement, sur la lecture et l'analyse des discours de certains acteurs politiques africains qu'ils soient au pouvoir ou à sa recherche. Ces discours peuvent être structurés et prononcés à des occasions solennelles ou à des moments spécifiques au cours desquels l'influence ou la présence des politiques est manifeste. Ceci ne peut être possible que si les discours sont scrutés au travers des documents disponibles. La recherche documentaire devient donc, dans ce contexte, un des déterminants de base sur lequel se construit, la première approche possible de réalisation de ce travail. Elle nous permet de nous servir des discours écrits, au besoin, disponibles, qui vont nous aider à scruter à travers les mots utilisés, ce que les acteurs politiques expriment et présentent comme éléments de violence pour traduire leurs ambitions.

La politique de libre accès sous licence *Attrition-Non Commercial 4.0 International*

Au-delà, il nous est apparu important aussi d'observer les attitudes des acteurs politiques, dans les cadres non officiels dont ils se servent pour se faire prévaloir en utilisant des discours non écrits dont les éléments de violence sont mis en exergue pour tenter de mobiliser autour des questions de pouvoir pour celles liées à sa conservation ou à sa recherche. Ces discours sont à analyser, au-delà de leur apparence, dans leur fond pour leur charge sémantique. L'analyse du discours ici est de mise pour comprendre à travers les lignes, les éléments de violence utilisés et exploités, par les politiques. Le pouvoir reste ici un enjeu au centre de tous ces comportements. Pour ce faire, les théories sociologiques et sociolinguistiques seront convoquées pour nous permettre de lire ce qui se dit, de façon cachée, à travers ce qu'on a dit.

Approche Théorique et Conceptuelle.

Les questions de violence ont toujours caractérisé la vie des hommes dans leur existence. Elles ont assez souvent, sinon toujours accompagné les préoccupations liées au pouvoir. Elles ont toujours été au centre des luttes d'influence pour l'affirmation des hommes. Les écritures nous renseignent du meurtre de Cain par Abel pour des questions d'influence.

La violence a servi donc de canal pour un frère d'ôter la vie à son propre frère pour éviter de voir étendre son influence. Au plan politique, dans les démocraties qui se cherchent, la violence dans le discours est manifeste et devient même dans une certaine mesure un des éléments caractéristiques du jeu politique. A l'époque des dictatures affirmées, la violence était la norme. Le pouvoir s'arrachait au bout du fusil et les éléments y afférents s'exprimaient et s'enseignaient par l'absurde pour fixer dans la conscience collective la peur de s'y aventurier. Le pouvoir devient donc le domaine par excellence de la violence instrumentalisée par des assassinats et des meurtres, pour certains, non expliqués même en ces temps de démocraties.

Deux théories peuvent être expliqués l'usage de la violence dans le discours des acteurs politiques des démocraties aux abois : La théorie de la violence de l'imaginaire sorcellaire, initiée en sociologie par Jean Pierre Missié et Joseph Tonda (2006). Cette théorie cristallise dans la conscience de ceux qui veulent faire chemin en politique d'intégrer dans leur approche, une des formes de violence dont le mysticisme perçu dans ses aspects les plus néfastes comme une norme à appliquer pour avancer. Dans cette optique, le pouvoir apparait comme la sphère de prédilection des combats mystiques et des pratiques hors normes avec pour seule issue la conquête et la conservation du pouvoir sans, forcément se référer à sa vocation première qui est le service.

La deuxième théorie est celle liée à l'approche sociolinguistique d'Austin. Cette théorie permet de mieux analyser les mots utilisés, le cadre de leur expression, son locuteur, son auditeur et ce qu'ils visent comme objectifs à atteindre. Normalement, les termes choisis sont bien réfléchis et le contexte n'est pas neutre. L'orateur ici vise des objectifs précis d'une part de se montrer maitre absolu du jeu, celui qui est capable de tout et sans qui, le chaos est possible, mais d'autre part, aussi celui par qui le trouble peut advenir. C'est la raison pour laquelle, les termes génériques et sans réel contenu sont souvent mis en exergue comme la paix, la cohésion nationale pour construire dans l'imaginaire collectif qu'il s'agit des attributs qui dépendent d'un homme seul, pour qui tout doit lui revenir jusqu'à choisir au besoin son successeur.

Ici, on se retrouve dans la logique de la manipulation et de l'agitation permanente de l'arche de guerre pour faire peur et avancer dans ses projets sans tenir compte des aspirations réelles des populations, détentrices du pouvoir à la base. Dans le Prince de Machiavel, Raymond Aron rappelle à la préface que la politique est action et l'action tend à la réussite, or la réussite exige l'emploi des moyens moralement répréhensibles. (Raymond, 2002). Nous nous inscrivons, dans ce contexte, dans

La politique de libre accès sous licence *Attrition-Non Commercial 4.0 International*

la suite de Ruth Amossy (2020), dans sa logique d'analyse du discours dont une argumentation cohérente même avec un fond biaisé peut convaincre l'auditoire et rassurer de la bonne intention de l'orateur. Dans les démocraties africaines la violence a repris droit de cité depuis la fin du conflit politique de 1997 qui a mis fin à la parenthèse démocratique ayant porté Lissouba au pouvoir et ramené Denis Sassou N'guesso. Cette violence se manifeste sous toutes les formes et se légitime parfois en se légalisant. Elle a rétréci les libertés les plus fondamentales en construisant ce qui conviendrait d'appeler la violence d'Etat. Ici, la logique de la violence physique construite autour des arrestations des adversaires politiques ou à leur musellement avec des stratégies de déification du souverain devient la norme fondamentale de la gouvernance. La violence se présente parfois sous une forme ramollie sans trop prétexter au mal. Elle s'exprime par des qualificatifs des époques staliniennes pour encenser le chef et bénéficier de ses faveurs ou renforcer ses positions d'influence pour qu'il reste au pouvoir ad eternam. « Houmela » en lingala, une des deux langues nationales du Congo, « demeures à vie « une expression populaire pour encenser le chef et lui rassurer du soutien populaire appelant à la violence si un autre candidat sérieux se présente pour la course.

I. La symbolique de la violence dans le discours du 28 Novembre 2024 et sa justification Possible

La constitution de la République du Congo adoptée par référendum oblige en son article 93 au président de la République de faire le point sur le fonctionnement de l'Etat à échéance régulier. Il s'agit donc d'un exercice constitutionnel et légal au cours duquel, devant la représentation nationale et les corps constitués nationaux et étrangers, le chef de l'Etat rend compte au peuple des avancées réalisées, des difficultés rencontrées dans la gestion et des perspectives envisagées pour surmonter certains obstacles. En 2024, le président Denis Sassou N'guesso, au-delà, du point traditionnel sur l'Etat de la Nation, est sorti de sa réserve pour se servir des termes imagés caractéristiques d'un bon chef traditionnel pour s'adresser aux congolais, profitant de cette occasion légale que lui donne la constitution.

Quelles sont ces métaphores et, quelles peuvent en être des explications possibles liées au contexte de leur utilisation et à la qualité des personnes devant lesquelles elles sont utilisées ? Il convient de rappeler que les images font partie du discours. Elles le formalisent en le rendant davantage consistant et sérieux. Elles font partie du style et rassurent de l'élégance de celui qui s'en sert. Elle est la marque des sociétés sans écritures, surtout celles africaines, dont les structures d'initiation et de formation à la personnalité comme Ototе chez les Koyos de la République du Congo s'en servent pour éduquer et socialiser aux prescrits de la vie, les jeunes garçons. (Elenga, 2022).

Dans les sociétés modernes, elles sont davantage, convoquées dans le discours politique pour le caractériser surtout dans certaines circonstances où celui-ci se veut, de plus en plus, fermer afin d'éviter à tous de se saisir, au premier degré, de son contenu. La longévité au pouvoir construite et assise à la suite des conflits et matérialisée par des élections simulées fait que ceux qui se disent légaux dans ces conditions, ont des vrais problèmes de légitimité. La relation de confiance avec le peuple s'est effritée et se construit dans l'hypocrisie de la peur des armes et donc de la mort supposée. A la veille des élections et dans des circonstances de contestation couvée, souvent, pressentie par le déclenchement des grèves, ceux qui sont au pouvoir profitent des occasions légitimes et constitutionnelles pour porter leur message de violence afin d'attirer l'attention du peuple sur un regain possible de celle-ci si on n'accepte pas de se taire bien que souvent dans la souffrance.

La politique de libre accès sous licence *Attrition-Non Commercial 4.0 International*

ISSN : 2790-6108, **EISSN :** 2790-6116
Cahiers Africains de Rhétorique (Fr), African Rhetoric Notebooks (An), Vol 4, N°2-2025, pp.125-134

Dans ce discours, devant la représentation nationale et les corps constitués internationaux, le président congolais rappelle le caractère illégal de certaines grèves, sans les citer réellement, attirant en fait sans avoir le courage de le dire, l'attention des organisateurs dont il appelle à se remémorer des séquences passées qui avaient plongé le pays dans le chaos. Ces bans dans l'histoire ne sont pas anodins. Ils déterminent l'engagement du chef de présenter la violence comme une alternative crédible aux revendications quand bien même elles peuvent être fondées et légitimes. Il se sert du passé récent présentant implicitement son rôle dans les violences qui ont souvent permis au pays de stagner et comment, à défaut d'être un des acteurs principaux de ces situations, il en sort depuis toujours presque vainqueur, donc heureux gagnant même au prix du sang.

En République du Congo, la démocratie tant souhaitée et obtenue au prix de la détermination du combat des syndicalistes avec la tenue réussie de la conférence nationale souveraine a vite été rattrapée et rangée soigneusement, définitivement, dans le tiroir de l'histoire donnant toute la force et la place à la violence d'Etat dont les institutions et les acteurs s'en servent au mépris des lois existantes.

Deux images fortes caractérisent ce discours : La panthère et le soleil. Le chef de l'Etat se présente sous une double casquette : Un chef traditionnel dont la panthère en est la représentation dans la cosmogonie Mbosi, sa tribu. Cet animal est la maitresse dans la foret et partage avec le lion, l'éléphant et le léopards les espaces d'influence qu'ils se sont octroyés pour faire plier les autres. On espère, dans le cas présent, que les autres espèces qui peuvent discuter avec lui l'espace ici sont mortes ou sont devenues faibles par ce qu'il a pu les dompter en imposant sa loi. Ce discours caractérise donc une forme claire et directe d'expression de la violence qui bien que symbolique comme l'exprime Bourdieu (1992), est en passe de devenir pratique si les opposants à ses ambitions de rempiler au pouvoir tiennent à se placer au travers de sa route. Victorieux en bon guerrier et officier général revenu au pouvoir avant tout à la suite du conflit politique de juin 1997, le chef de l'Etat congolais renforce par ces discours ses stratégies de se poser en seul conquérant du trône dans un contexte où le mythe Trumpien fait peur et le conflit en Ukraine ne rassure pas d'une certaine sécurité des dictateurs au cas où les crises pouvaient surgir à la suite des élections.

La symbolique du soleil peut renvoyer à Dieu. D'ailleurs un de ses proches collaborateurs le qualifie sans le nommer expressément Dieu soleil (Gakosso, 2009). Il se fait donc inscrire lui-même, dans cette optique, dans la lignée des élus pour lesquels rien ne peut leur arriver si ce n'est la volonté de Dieu. Une volonté à laquelle, il croit acquise à lui de façon naturelle et soutenue par l'appréciation de ses adeptes qui le qualifie de patriarche sublimant ses nombreux appels à la candidature à la prochaine présidentielle comme si on le soupçonnait de ne pas vouloir en être candidat. Ici, dans l'imaginaire du chef, seul lui est capable de conduire le destin de tout le monde par ce que c'est sa destinée et le contraire ne peut se produire qu'après sa mort avec une forte proportion que son successeur soit préparé par lui à défaut d'être choisi par lui. Cette réalité plonge la gestion du pouvoir politique moderne dans la logique du pouvoir traditionnel avec une forte prégnance de la magie et de la violence sorcellaire dans le jeu du pouvoir. Le vent quel que soit sa force ne peut faire bouger les rayons du soleil. Une autre image forte caractéristique de la violence dans ce discours, question de faire dire aux potentiels adversaires que rien, même mon bilan si vous l'estimez négatif, ne peut me faire reculer devant mes ambitions et ma détermination de rester au pouvoir. La constitution qui régule la gestion du pouvoir devient un simple bréviaire juste pour rassurer de l'existence d'un Etat aux normes modernes. Au fond, le chef invite, implicitement, ses potentiels concurrents à tenter des actes de violences pour réagir face à ses propos et lui permettre d'organiser la violence pour qu'il se place au centre du jeu en proposant des pistes de paix ou des simulacres de propositions qu'il

La politique de libre accès sous licence *Attrition-Non Commercial 4.0 International*

s'imagine déjà dans sa stratégie pour paraitre comme le seul artisan de la paix, le vrai démocrate. C'est certainement, la raison pour laquelle, il s'est choisi, volontiers, ce contexte de l'adresse à la Nation et les acteurs pour un large écho. Il a certainement, par expérience et devant tous les novices qu'il a presque fabriqués et inscrits dans la scène du pouvoir, retenu quelques notions du prince de Machiavel et, droit dans les bottes, en bon officier, il se souvient de De gaulle qui estime que quand le trouble est grand, il faut gouverner. (De gaulle, 2010). Le discours violent fait partie donc des stratégies de conservation du pouvoir et s'impose comme une logique politique des démocraties aux abois.

Les raisons réelles ou imaginaires de telles postures et les conséquences sur le plan du développement une des raisons explicables c'est la longévité au pouvoir avec des résultats maigres et un gâchis des ressources de l'Etat au profit des proches sans servir véritablement l'intérêt général. La vocation première qui fait du pouvoir, un service a été détournée, par l'effet de la durée et des compromissions, pour se servir du pouvoir et garantir les avantages et les privilèges que celui-ci procure. Cette mauvaise approche du pouvoir fait qu'il soit géré comme un bien de la famille ou tous les membres de ces entités biologique et élargie aux considérations mystico religieuses, intervient dans les nominations aux hautes fonctions.

Chacun agissant en considération de sa force dans les relations avec le chef, sa femme ou d'autres cercles d'influence pour peser quel que soit la forme sur le destin collectif.

Une autre raison est liée à la peur du bilan et aux conséquences des actes posés dans la gestion. Généralement, dans les démocraties chancelantes, les acteurs politiques au pouvoir brillent par des actes de musellement des libertés s'appuyant sur l'armée taillée à leur mesure pour asseoir la domination. Ils se représentent les conséquences de ces faits, une fois qu'ils n'auront plus les privilèges et les avantages liés au pouvoir (Elenga, 2020). Les dépenses de sécurité. Il y a dans ces démocraties aux abois, des termes que ceux qui dirigent ou sont dans des cercles rapprochés du pouvoir utilisent pour symboliser poliment la violence. Ces termes, au fond, traduisent ou expriment l'image d'une volonté apparente de bien faire. En réalité, ils symbolisent la violence et traduisent, par l'absurde, la détermination des acteurs politiques à faire appliquer la dictature la plus sévère dans les démocraties aux abois. On peut citer des termes du genre « Houmela » en lingala, une des deux langues nationales des deux Congo, qui traduit « Mets du temps » pour exprimer en réalité la sollicitation au niveau des esprits supérieurs que celui qui est au pouvoir puisse y demeurer éternellement.

A dire vrai, il s'agit d'une forme de violence qui exprime, en réalité l'assurance donnée au détenteur du pouvoir de cristalliser dans sa conscience qu'il a la garantie de tout un peuple pour continuer son œuvre quand bien même, il a été mal élu ou pas du tout élu. Ce sont des stratégies construites dans les officines politiques pour donner à l'extérieur l'image d'une cohérence à l'interne entre le détenteur du pouvoir et ses populations lui permettant ainsi de continuer à commander quand bien même dans la réalité ce dernier a été mal élu ou pas du tout élu. Ce genre de terme n'est pas prononcé par celui qui a déjà le pouvoir, mais par ses adeptes qui cachent, en réalité, des préoccupations violentes en allant jusqu'à faire semblant de lui demander de « faire acte de candidature » feignant de susciter en lui, la volonté de se porter candidat à la présidentielle comme si lui-même tenait à ne pas le faire. La violence est ici masquée et simulée comme ne pouvant venir de lui alors qu'en réalité, il en est l'un des acteurs sinon le principal pour lequel, la violence reste l'ultime recours de persuasion et de dissuasion pour espérer remporter les élections qu'il organise lui-même avec des opposants qu'il se choisi et qui seront les premiers à reconnaitre sa victoire aussitôt les résultats publiés. Pour mieux la dissimuler, on rappelle toujours des épisodes des affrontements

La politique de libre accès sous licence *Attrition-Non Commercial 4.0 International*

passés pour remuer dans la conscience collective la peur d'y retomber si jamais celui qui se dit acteur de la paix ne continue pas de présider aux destinées du pays.

Conclusion

Cette étude s'est fixée, en fait, pour objectif de lire l'expression de la violence et son rôle dans les démocraties africaines. Ces démocraties qui vacillent entre les élections contestées et les soulèvements couvés laissent libre cours aux stratégies de tout genre pour conquérir ou conserver le pouvoir. Dans cet espace, apparemment ouvert, voulu et entretenu par les politiques, la violence refait surface comme aux temps du monopartisme pour occuper l'espace politique et dicter ses lois. Elle est avant tout verbale et sans forme explicite avant de s'exprimer à travers des discours pour corser le jeu et porter le message d'affrontements perpétuels aux rivaux ayant les mêmes ambitions. Il résulte de cette étude que la violence dans le discours se présente comme une argumentation qui traduit l'éthos de l'auditeur pour agir sur son auditoire en lui faisant partager ses raisonnements et en orientant ses réflexions.

Dans le cas d'espèce, le président congolais reste ferme et rassure sur son attitude réelle pour le pouvoir qu'il tient à en faire un bien personnel pour le léguer, par la force du destin, plus tard à celui qu'il aura choisi d'en occuper après sa mort, éventuellement. Pour lui, la violence qu'il prône dans ce discours ne représente pas seulement une attitude pour faire peur, mais une mise en garde sévère dont « l'entêtement » des adversaires potentiels l'aiderait à passer à une autre étape : celle de la violence physique. Le pouvoir devient donc un bien qu'on protégerait pour la survie et pour lequel on tient à sécuriser des « rapaces » ignorant ainsi, volontiers, l'existence de la démocratie et sa logique de conquête et de conservation du pouvoir. Dans son ouvrage stratégique exprimant sa lecture du pouvoir, il raconte en partie sa vie après le pouvoir lorsqu'il l'aura perdu en 1992 à la suite des élections démocratiques. Parlant de ses moments de solitude dans sa résidence d'Oyo, son village et contemplant la rivière Alima qui traverse cette localité, il dit avoir perdu ce qu'il avait de « plus précieux dans sa vie » : Le pouvoir. (Sassou N'guésso, 2020), Cette étude ouvre donc des perspectives nouvelles d'appréciation de la démocratie en Afrique en général et au Congo en particulier avec la recrudescence de la violence comme mode d'accession au pouvoir. L'expérience récente des pays de l'Alliance des Etats du Sahel et leur probable stabilité peuvent reconfigurer la dynamique démocratique en Afrique et donner quitus à la violence sous toutes ses formes dans les luttes pour le pouvoir en Afrique.

Références bibliographiques

Amossy R, 2000, L'Argumentation dans le discours, Seuil, Paris.

Austin, J. L., 1991, Quand dire c'est faire, Seuil, Paris.

Bourdieu, P, 1982, Ce que parler veut dire. L'économie des échanges linguistiques, Fayard, Paris.

Bible de Jérusalem.

De Gaulle C., 2010, Mémoires de guerre, Pocket, Paris,

Elenga H.B, 2022, Otote chez les koyo de la République du Congo. Essai d'analyse sociologique, L'harmattan.

Gackosso,J. C., 2009, Ombres et Lumières sous mon Dieu soleil. Un destin de la brousse. Brazzaville, Hemar ;

Grize, J. B., 1971, Logique Moderne, Paris, Gauthier-Vilars et Mouton ;

Machiavel N, 1881, Le Prince, collection des meilleurs auteurs anciens et modernes, Paris ;

La politique de libre accès sous licence *Attrition-Non Commercial 4.0 International*

Missié J.P., Tonda J, 2006, Les églises de réveil et la société congolaise d'aujourd'hui. Actes du troisième colloque de sociologie organisé par le département de sociologie de la Faculté de Lettres et des Sciences Humaines de l'Université Marien Ngouabi.

Ngouabi M., 1977, Discours devant les femmes de l'Union Révolutionnaire des Femmes du Congo, Mairie Centrale, Brazzaville.

Sassou N'guesso D., 2020, Le Manguier, le fleuve et la souris, J.C Lattès, Paris.

Sassou N'guesso D., 2024, Discours devant le parlement réuni en congrès sur l'état de la nation, Brazzaville, Novembre, 2024.

Constitution de la République du Congo, 2015.

Note biographique

Hygin Bellarmin Elenga est titulaire du doctorat unique de l'université Marien Ngouabi de Brazzaville en socio-anthropologie du politique et des mutations sociales. Il est Maître de conférences des universités Cames. Ancien directeur de l'Ecole Moyenne Nationale dAdministration de la République du Congo.

© 2022 Cahiers Africains de rhétorique **, Vol 4, n°2, Année 2025**

Copyrights : L'article est la propriété intellectuelle de son ou ses auteur(s). Le droit de première publication est octroyé à la revue.
Informations sous droit d'auteur et Code éthique, consultables sur le site de la revue :
https://www.cahiersafricainsderhetorique.com/index.php/revue/catalog/category/4
https://www.cahiersafricainsderhetorique.com/index.php/revue/catalog/category/6

La politique de libre accès sous licence *Attrition-Non Commercial 4.0 International*